

Le sommet des BRICS enregistre plus leur éclatement qu'il ne fait évoluer la gouvernance économique mondiale

La réunion des BRICS de la semaine dernière au Brésil n'a pas donné lieu à une médiatisation de grande ampleur. C'est en soi une indication, même si le sommet qui a réuni le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (pour cet acronyme BRICS) s'est trouvé coincé entre la fin de la coupe du monde de football et des tensions géopolitiques – et même des actes de guerre – en Europe centrale et au Proche Orient.

Les dirigeants politiques qui étaient présents à Fortaleza sont des géants : ils représentent ou régissent 40 % de la population mondiale, 3 milliards d'habitants et des métropoles de 13 à 20 millions d'habitants comme (dans l'ordre décroissant) Bombay, Sao Paulo, Pékin, Shanghai, Moscou ou Johannesburg. Il y a quatre ou cinq ans ils passaient pour les plus puissants de la planète, concentrant alors près des deux tiers de la croissance mondiale. Aujourd'hui, ils peinent à dépasser ensemble 22 % de la production de richesse mondiale (PIB) et se trouvent ainsi, tous réunis, derrière les puissantes économies européennes et américaines. On a le sentiment d'une certaine marginalité, d'une impuissance face à une nouvelle donne.

Une organisation qui répondait à une réalité aujourd'hui dépassée

La crise financière de la fin des années 2000 était la conséquence du transfert de croissance de la part des pays riches vers le bloc émergent, dont les BRICS étaient les plus puissants et les porte-drapeaux. Il n'est pas donc pas surprenant que les mesures prises pour éviter un engrenage mondial de dépression économique, favorisant finalement plus de cohérence entre le stock de richesse et la production de nouvelles richesses, aient engagé un sérieux retour de manivelle.

Ainsi le « sommet » du Brésil donne-t-il un peu le sentiment de la mise en place progressive d'une organisation et d'une gouvernance qui répondait à une logique (celle des pays les plus dynamiques) et qui se cherche un nouveau rôle face à une situation sur laquelle il n'a guère de prise.

La redistribution de la croissance mondiale a évidemment mis en évidence les différences entre les cinq pays qui s'étaient rassemblés, et évidemment, ces différences très fortes les entraînent vers des stratégies assez divergentes.

Une mobilisation financière limitée

L'avantage de ce type de réunion et d'instances supranationales, c'est que leurs mises en place demandent tellement d'énergie et de travail bureaucratique qu'elles continuent leur existence propre de structure, quand bien même les motifs initiaux sont dépassés. Le cahier des charges est fixé à l'avance et les choses évoluent un peu envers et contre tout.

Ainsi, on ne peut pas dire qu'il ne se passe rien et, la semaine dernière, la mobilisation d'actifs financiers a été décrétée avec la mise en place d'une banque d'investissement et celle d'un fonds de réserves. L'objectif de départ – il y a encore deux ans – était d'imposer aux pays de l'OCDE une nouvelle règle du jeu dans la gestion de la finance mondiale, le FMI et la Banque Mondiale étant aux yeux des BRICS, gérés par les Etats-Unis, le Japon et l'Europe, pour la défense de leurs modèles, de leurs monnaies, et finalement aussi de leurs intérêts.

On a évidemment revu tout cela à la baisse. La banque de développement a une taille qui est limitée au départ par la volonté de partage égalitaire du pouvoir entre les

cing pays fondateurs. Chacun va apporter au départ 10 milliards de dollars et le financement par cette banque basée à Shanghai des travaux d'infrastructure dans l'ensemble des pays émergents est estimé pour le moment à 100 milliards de dollars. C'est bien, mais évidemment les ambitions apparaissent assez limitées. La seule BEI (Banque Européenne d'Investissement) a consenti un peu plus que cela en 2013, au sein d'une zone au système bancaire par ailleurs très actif.

Le fonds de réserve qui est constitué pour faire face aux crises liées aux déséquilibres de balance des paiements – par exemple les attaques sur les monnaies- est aussi limité à 100 milliards de dollars, la Chine apportant 41 % de la somme, l'Afrique du Sud 5 % et les autres partenaires 18 % chacun.

Plus question de convergence, peu d'espoirs de plus de coopération

Les colosses reposent finalement sur des pieds d'argile et les traditionnels communiqués de ce type de réunion ne peuvent pas tromper. Difficile en effet de voir dans ces innovations « une contribution importante pour la reconfiguration de la gouvernance économique mondiale » comme l'a déclaré la présidente du Brésil Dilma Rousseff. On ne peut pas accorder beaucoup plus de crédit au chinois Xi Jinping (qui voit dans l'accord de Fortaleza « une association solide qui accroît la voix des pays en développement ») ou à Vladimir Poutine (« un outil très puissant pour éviter de nouvelles crises économiques »).

On peut même penser que les ambitions des pays à s'imposer à la table des grandes décisions économiques montrent précisément leurs limites avec ces annonces, et renforcent finalement le pouvoir des puissances qui dictent la stratégie du FMI. Ainsi, la création du fonds de réserve de 100 milliards de dollars, destiné, entre autres à atténuer les effets de la politique de la Réserve Fédérale, est loin de limiter le pouvoir de l'institut d'émission américain ou la dictature du dollar.

Au fond, le constat est aussi celui de la disparition du concept même des BRICS, les disparités des cinq pays ne faisant que s'accroître et se mettre en évidence. Il n'est plus question d'une quelconque convergence entre des économies aux

fondamentaux si différents, aux démographies sans vrai point commun aux systèmes sociaux et même financiers incompatibles. Au-delà de questions géostratégiques qui ont leur logique et prennent parfois le dessus – par exemple avec un axe politique Russie-Chine face aux Etats-Unis – l'avancée des structures BRICS n'annonce pas plus de coopérations régionales et, finalement, loin de faire évoluer la gouvernance économique et financière mondiale, en renforcent les structures existantes.